

DESCRIPTION GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION

Produits forestiers Résolu (PFR) se spécialise dans l'industrie des produits forestiers, notamment du papier journal, des papiers pour usages spéciaux, de la pâte commerciale, des papiers tissus et des produits du bois.

La Société possède ou exploite plus de 40 usines de pâtes, de papiers et de produits du bois aux États-Unis, au Canada et en Corée du Sud, ainsi que des actifs de production d'électricité au Canada et aux États-Unis. Elle commercialise ses produits dans près de 80 pays.

PROCESSUS D'AUDIT, OBJECTIFS ET PORTÉE

PROCESSUS D'AUDIT MULTISITES¹ MULTISITE AUDIT PROCESS¹

L'approche d'échantillonnage pour cet audit a été le suivant :

Sites (n) ^{1et2} (Aménagement forestier et approvisionnement en fibre)	Sites échantillonnés - Audit de maintien 2 (2016)
Fonction centrale	X
Charlevoix (UA 33-51) et scierie/papetière (Saint-Hilarion et Clermont)	
Outaouais (UA 71-51; 71-52; 73-51; 73-52; 74-51) (à l'exception des opérations réalisées par Louisiana Pacific Corporation) et scierie/papetière (Maniwaki et Gatineau)	
Lac-Saint-Jean (UA 22-51; 24-51; 25-51; 27-51) et scieries/papetières (Comtois, Girardville, La Doré, Mistassini, Normandin, Opitciwan, Produits forestiers Petit-Paris, Saint-Félicien, Saint-Thomas, Alma Dolbeau Kénogami et Saint-Félicien)	
Côte-Nord (UA 93-51) et scierie/papetière (Outardes et Baie-Comeau)	X
Abitibi (UA 84-51; 86-65; 87-51; 87-62; 87-64; 86-66) et scierie/papetière (Senneterre et Amos)	X
Mauricie (UA 42-51; 43-52 et terrains privés sous la gestion des « Opérations forestières - Mauricie ») et scierie (Produits forestiers Mauricie)	

¹Étant donné que l'organisation multisite tient un programme d'audits internes jugé fiable, la taille minimale de l'échantillon a été calculée selon cette formule pour l'audit de maintien 1 : $0.6 \sqrt{n}$.

²La fonction centrale est auditée annuellement et ne fait pas partie du « n ».

Le 21 janvier 2016 (Fonction centrale), les 26, 27, 28 et 29 janvier 2016 (Site Côte-Nord) et les 2, 3, 4 et 5 février 2016 (Site Abitibi) le Bureau de normalisation du Québec (BNQ) a réalisé un audit de maintien 2 selon les exigences applicables de la norme SFI 2015-2019, Chapitre 2 (Aménagement forestier) et Chapitre 3 (Approvisionnement en fibre) chez Produits forestiers Résolu Canada inc. L'équipe d'audit du BNQ était constituée d'Anne-Marie Gauthier, ing. f. (auditeur responsable), d'Etienne Ouellet, biol., ing. f. (auditeur membre d'équipe) et de Steve Drolet ing.f. (auditeur membre d'équipe)

L'évaluation du programme SFI s'est déroulée conformément au plan d'audit et aux procédures du BNQ. L'auditeur responsable SFI du BNQ et l'auditeur membre d'équipe ont interrogé les participants, ont vérifié la documentation du programme. Ils ont également interrogé les employés et les sous-traitants et ont observé les opérations sur le terrain dans les sites échantillonnés lors de cet audit.

De façon général, parmi les employés consultés, notons les directeurs de foresterie, les directeurs des opérations forestières, la coordonnatrice de la fonction centrale, les coordonnateurs de la certification dans les sites, les superviseurs de la foresterie et les différents employés des sous-traitants tel que le superviseur des opérations, les propriétaires d'équipements de récolte et leurs employés, les opérateurs de machinerie de construction de chemin et les propriétaires de camions forestiers et de chargeuses à bois. Plusieurs équipements forestiers et de soutien aux opérations ont été observés. Certains parterres de récolte ont été marchés pour observer le respect des exigences. Une visite au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) pour les deux sites a également été réalisée.

¹ Il est à noter que cette certification est relié à une organisation multisite et non une organisation de groupe

OBJECTIFS DE L'AUDIT

Les objectifs du présent audit de certification (SFI 2015-2019, Chapitre 2 et Chapitre 3) pour chacun des certificats étaient les suivants : vérifier le niveau de conformité du programme du participant à la norme SFI 2015-2019 (principes, politiques, objectifs, mesures de performance et indicateurs) et aux « *Interpretations for the SFI 2015-2019 Program Requirements: Standards, Rules for Label Use, Procedures and Guidance* », vérifier que le participant s'est conformé aux exigences de son programme et que celui-ci est appliqué à l'ensemble des Unités d'aménagement (UA) concernées et des sites où se réalisent des approvisionnements (scieries et papetières en référence à la portée)

La description de l'échantillonnage concernant les chemins forestiers, les aires de récolte et les sites de sylviculture inspectés lors de l'audit sont détaillés à la section des résultats de l'audit. Aucun indicateur applicable à ces objectifs n'a été modifié par le participant SFI.

DESCRIPTION DU TERRITOIRE (Source : Site internet MFFP, Section Plan d'aménagement forestier intégré tactique)

Le territoire concerné par la certification, c'est-à-dire les Unités d'aménagement (UA) suivantes : Charlevoix (UA 33-51), Lac-Saint-Jean (UA 22-51; 24-51; 25-51; 27-51), Côte-Nord (UA 93-51), Outaouais (UA 71-51; 71-52; 73-51; 73-52; 74-51) (à l'exception des opérations réalisées par Louisiana Pacific Corporation), Mauricie (UA 42-51; 43-52 et terrains privés sous la gestion des « Opérations forestières - Mauricie » et Abitibi (UA 84-51; 86-65; 87-51; 87-62; 87-64; 86-66) sont décrit dans les Plans d'aménagement forestier intégré tactique qui intègrent une description détaillée des UA et se retrouvent sur le site internet du MFFP au lien suivant : <https://www.mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/consultation/>

Les éléments de conformité afin de confirmer le respect des niveaux de récolte planifiés à long terme sont détaillés à la section des résultats de l'audit.

PORTÉE DES CERTIFICATS BNQ (47488-1-12)

SFI 2015-2019 - Aménagement forestier (Chapitre 2) (47488-1-12)

« Activité d'aménagement forestier incluant la planification de l'aménagement forestier, le réseau routier, la récolte, le chargement et le transport du bois, la sylviculture, le suivi et le contrôle forestier et les services de soutien pour les Unités d'aménagement (UA) suivantes : Charlevoix (UA 33-51), Lac-Saint-Jean (UA 22-51; 24-51; 25-51; 27-51), Côte-Nord (UA 93-51), Outaouais (UA 71-51; 71-52; 73-51; 73-52; 74-51) (à l'exception des opérations réalisées par Louisiana Pacific Corporation), Mauricie (UA 42-51; 43-52 et terrains privés sous la gestion des « Opérations forestières - Mauricie » et Abitibi (UA 84-51; 86-65; 87-51; 87-62; 87-64; 86-66)»

SFI 2015-2019 – Approvisionnement en fibre (Chapitre 3) (47488-2-01)

« Approvisionnement en fibre pour les scieries suivantes : Comtois, Girardville, La Doré, Maniwaki, Mistassini, Normandin, Opitciwan, Outardes, Produits forestiers Mauricie, Produits forestiers Petit-Paris, Saint-Félicien, Saint-Hilarion, Saint-Thomas et Senneterre et les papetières suivantes : Alma, Amos, Baie-Comeau, Clermont, Dolbeau, Gatineau, Kénogami et Saint-Félicien»

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DE L'AUDIT**DESCRIPTIONS GÉNÉRALES DES PREUVES DE CONFORMITÉ PAR OBJECTIF – AMÉNAGEMENT FORESTIER (CHAPITRE 2)
ET APPROVISIONNEMENT EN FIBRE (CHAPITRE 3)****Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 1. Planification de l'aménagement forestier**

La réalisation de cet objectif se fait en collaboration avec le MFFP. En effet, les plans d'aménagement forestier à long terme sont sous la responsabilité du ministère (Plan d'aménagement forestier intégré tactique (PAFIT) et Plan d'aménagement forestier intégré opérationnel (PAFIO)). L'audit de cette exigence s'est déroulé en présence du responsable du MFFP. Le participant au programme a confirmé le respect de cette exigence par l'entremise de certains documents, entre autres, le PAFIT, le PAFIO, les bilans de récolte annuels, le suivi de la stratégie du BFEC, les inventaires forestiers, la réalisation des prescriptions sylvicoles en respect des stratégies d'aménagement, la documentation nécessaire en lien avec la conversion de peuplement, etc.

La confirmation de l'atteinte de cet objectif s'est faite par plusieurs vérifications, en voici les détails et les conclusions qui en ressortent :

Dans un premier temps, le Bureau du forestier en chef (BFEC) est responsable du calcul des possibilités forestières. Les données relative à cette possibilité sont par la suite utilisées par le MFFP afin d'élaborer les PAFIT.

« *Le Manuel de détermination des possibilités forestières 2013-2018 présente l'information relative à la réalisation du calcul et à la détermination des possibilités forestières des forêts du domaine de l'État. Le Manuel explique comment les possibilités forestières sont établies et démontre de quelle façon elles contribuent à l'aménagement durable des forêts, entre autres, en tenant compte :*

- des orientations et des objectifs du projet de Stratégie d'aménagement durable des forêts (SADF);
- des dispositions du futur règlement sur l'aménagement durable des forêts (futur RADF);
- ainsi que des objectifs régionaux et locaux d'aménagement durable des forêts.

Le Manuel s'adresse au personnel du ministère des Ressources naturelles impliqué dans la planification forestière et aux spécialistes concernés par l'aménagement forestier. Il vise également à informer toute personne intéressée à comprendre les principes et les méthodes qui sous-tendent le calcul et la détermination des possibilités forestières. » Extrait du Manuel de détermination des possibilités forestières 2013-2018, Bureau du forestier en chef.

Dans un deuxième temps, le MFFP est responsable de la planification forestière :

« *Au Québec, en vertu de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, le ministère est responsable de la planification des activités d'aménagement forestier dans les forêts du domaine de l'État. Cette planification se concrétise par la préparation de plans d'aménagement forestier intégré (PAFI) à l'échelle de chaque Unité d'aménagement. En 2013, l'entrée en vigueur d'un nouveau régime forestier a entraîné des changements importants en matière de gestion des forêts, notamment en ce qui concerne la planification forestière. Ainsi pour mieux répondre à certains grands enjeux du secteur forestier, tels que la régionalisation, l'aménagement écosystémique et la gestion intégrée des ressources et du territoire, les PAFI ont remplacé les plans généraux d'aménagement forestier et les plans annuels d'intervention forestière. Alors que ces plans étaient auparavant sous la responsabilité des industriels, les PAFI sont maintenant élaborés par le ministère en collaboration avec les tables opérationnelles et les tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire. Ils comportent un volet tactique (PAFIT) et un volet opérationnel (PAFIO).* » Extrait du site interne <https://www.mffp.gouv.qc.ca/forets/amenagement/amenagement-planification.jsp>

Comme la loi le prescrit, l'ensemble de ces plans tient compte de la possibilité forestière :

Extrait de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, chapitre A-18, article 54 : « Un plan tactique et un plan opérationnel d'aménagement forestier intégré sont élaborés par le ministre, pour chacune des Unités d'aménagement, en collaboration avec la table locale de gestion intégrée des ressources et du territoire mise en place pour l'unité concernée. Le ministre peut aussi s'adjoindre les services d'experts en matière de planification forestière au cours de l'élaboration des plans.

Le plan tactique contient notamment les possibilités forestières assignées à l'unité, les objectifs d'aménagement durable des forêts, les stratégies d'aménagement forestier retenues pour assurer le respect des possibilités forestières et l'atteinte de ces objectifs ainsi que les endroits où se situent les infrastructures principales et les aires d'intensification de la production ligneuse. Il est réalisé pour une période de cinq (5) ans.

Le plan opérationnel contient principalement les secteurs d'intervention où sont planifiées, conformément au plan tactique, la récolte de bois ou la réalisation d'autres activités d'aménagement forestier. Il contient également les mesures d'harmonisation des usages retenues par le ministre. Ce plan est mis à jour de temps à autre notamment afin d'y intégrer progressivement de nouveaux secteurs d'intervention où pourront se réaliser les interventions en forêt.

Le ministre prépare, tient à jour et rend public un manuel servant à la confection des plans ainsi que des guides sur la base desquels il établit les prescriptions sylvicoles. »

Le contexte et les responsabilités décrites plus haut de la part du BFEC et du MFFP, ainsi que le lien avec les définitions des PAFIT et PAFIO, ont permis d'évaluer l'atteinte de l'objectif 1.1 de la norme SFI 2015-2019 Chapitre 2, voici en complément de l'explication précédente, un résumé des preuves consultées et des conclusions tirées lors de l'audit :

La confection des plans d'aménagement forestier intégré tactique (PAFIT) par la Direction générale régionale du MFFP inclut un volet d'analyse à long terme des ressources en s'assurant du respect du calcul des possibilités forestières qui intègre, entre autres, le principe de productivité à long terme de la forêt.

La direction des inventaires forestiers (DIF) du MFFP a pour sa part le mandat d'acquérir et de fournir des données de qualité sur les écosystèmes forestiers essentielles à l'aménagement forestier durable et pour soutenir la mise en place du nouveau régime forestier. Pour réaliser ce mandat, le personnel de la DIF collige, compile, structure, emmagasine, analyse ces données et les diffuse à différentes clientèles internes et externes. La mise à jour constante de ses produits en fonction des besoins de ses clients oblige la DIF à poursuivre une amélioration continue tant des processus de travail associés que des produits livrés. Les cartes écoforestières incluent les données associées à la régénération, à l'état de la forêt (appellation des peuplements), la santé de la forêt, les perturbations et la structure de la forêt par classe d'âge. De plus, dans le processus de planification, les inventaires d'intervention appuient les prescriptions sylvicoles et permettent d'évaluer la qualité et la quantité des traitements. Le « Système hiérarchique de classification écologique du territoire » a pour but de décrire la diversité des écosystèmes québécois et d'en présenter la distribution.

Au Québec, le système de classification des terres porte le nom de stratification forestière. Un des défis de la SADF consiste en un aménagement forestier qui assure la durabilité des écosystèmes, entre autres, en conservant les attributs de la forêt naturelle, en maintenant des habitats adéquats pour les différentes espèces, etc. L'aménagement écosystémique consiste à pratiquer un aménagement forestier apte à maintenir la diversité biologique et la viabilité des écosystèmes. Pour y parvenir, l'aménagement écosystémique cherche à réduire les écarts entre la forêt aménagée et la forêt naturelle. Le concept est le suivant : en maintenant les forêts aménagées dans un état proche de celui des forêts naturelles, on peut assurer la survie de la plupart des espèces, car ces dernières y trouveront des conditions auxquelles elles sont adaptées.

Le Forestier en chef a la responsabilité de déterminer les possibilités forestières, lesquelles correspondent au volume maximum des récoltes annuelles que l'on peut prélever à perpétuité, sans diminuer la capacité productive du milieu forestier. Cet exercice doit tenir compte de certains objectifs d'aménagement durable des forêts telle la dynamique naturelle des forêts, notamment leur composition et leur structure d'âge ainsi que leur utilisation diversifiée. Les processus de calculs des possibilités forestières du BFEC incluent une description détaillée de la méthode utilisée pour le calcul et les modèles de simulation couvrent cet indicateur.

La base de données « BD_GEOM » englobe l'information à référence spatiale utilisée par le système d'information géographique, y compris pour la création et pour la mise à jour des cartes. Le MFFP transmet aux différents bénéficiaires, incluant le BMMB et REXFORÊT, les « fichiers de formes » servant à la planification des opérations forestières et des travaux non commerciaux.

De plus, il faut comprendre que la répartition régionale des garanties d'approvisionnement est en lien avec la possibilité forestière attribuable par UA. Selon la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (*L.R.Q., chapitre A-18.1, Section VI Droits forestiers, sous-section Garantie d'approvisionnement, i. - Attribution et registre, article 88*), une garantie d'approvisionnement peut être consentie seulement si la possibilité forestière le permet.

Les possibilités forestières sont également prises en compte et validées lors de la planification opérationnelle (PRAN). Des tableaux synthèses du suivi de la possibilité sont complétés à partir des rapports annuels d'intervention forestière (RATF) qui consignent les niveaux de récolte effectués. Lors de cet audit les « shapes » cartographique et certaines tables de valeurs ont été vérifiées afin de vérifier les concordances entre le RATF et la PRAN réalisée. De plus, les déclarations des volumes au RATF sont consolidées avec les résultats de Mesubois.

Le BFEC révisé le calcul des possibilités forestières, tous les cinq (5) ans. Lors d'une mise à jour, le calcul prend en compte par exemple de la cartographie et des nouvelles données d'inventaire lors du regroupement des strates.

Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 2. Santé et productivité de la forêt

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par le requérant</i>
Reboisement et protection de la régénération	<ul style="list-style-type: none"> – La réalisation de cet objectif se fait en collaboration avec le MFFP. En effet, la planification du reboisement est sous la responsabilité du MFFP. L'audit de cette exigence s'est déroulé en présence du responsable du MFFP. Le participant au programme a confirmé l'atteinte de cet objectif par l'entremise de rapports démontrant le respect des délais de reboisement, une liste de critères afin de juger des besoins en reboisement, les prescriptions sylvicoles intégrant des critères relatifs à la protection de la régénération, les instructions de travail et les suivis terrain en lien avec celle-ci. – La qualité de mise en terre de chaque projet est évaluée par un ingénieur forestier selon la méthode prévue dans un guide de l'évaluateur. – Le RNI prévoit des modalités de protection lors des interventions, des délais d'établissement et un coefficient de distribution de la régénération. De plus, des exigences complémentaires en matière de protection de la régénération préétablie, des modalités de protection lors des interventions, des délais d'établissement et un coefficient de distribution de la régénération sont respectés par le requérant en lien avec les PAFIT et PAFIO. Ces exigences prévoient aussi des modalités pour les suivis nécessaires. Les directives opérationnelles pour les types de travaux appropriés prévoient la protection de la régénération et les prescriptions sylvicoles du MFFP incluent ces directives.
Produit chimique	<ul style="list-style-type: none"> – Le participant au programme n'utilise pas de produit chimique dans ces opérations.
Maintien de la productivité de la forêt et des sols	<ul style="list-style-type: none"> – La prescription sylvicole détermine comment intervenir sur le site afin de minimiser les perturbations du sol. Du plus, des directives opérationnelles indiquent à l'opérateur terrain les recours appropriés pour éviter les perturbations excessives des sols. – Les exigences contractuelles transmises par le MFFP exigent d'avoir en place une politique d'arrêt des travaux lorsque les conditions de terrain ne sont pas adéquates et peuvent affecter la qualité des sols. Ces exigences sont intégrées aux directives opérationnelles selon les types de travaux. Une validation des exigences contractuelles par le MFFP permet de vérifier que le requérant répond aux exigences. – Le RNI prévoit des mesures pour combattre l'érosion et la perte des sols et de productivité des sites et définit des critères de construction de chemins forestiers et de débardage afin de réduire au minimum les impacts sur la productivité du sol et la qualité de l'eau. Les plans de contrôle régionaux du MFFP (PCR) et les suivis de chantier permettent de valider le respect en continu de ces éléments. De plus, les prescriptions sylvicoles et directives opérationnelles du MFFP encadrent ces notions ainsi que l'obligation du respect du RNI. – Le MFFP fournit la carte de sensibilité à l'orniérage et le requérant fournit des procédures d'arrêt des opérations présentes dans leur système de gestion environnementale en respect de la « Directive d'arrêt temporaire des travaux » du MFFP. – Des objectifs concernant l'érosion et les pertes de superficie forestière productive ont été élaborés par le MFFP. Ceux-ci font maintenant partie des « indicateurs de performance opérationnelle » et leur suivi est assuré par chacun des bénéficiaires (dont le requérant qui en fait partie). De plus, le MFFP assure un suivi de chantier qui permet de valider le respect du devis technique (prescription sylvicole). – Les indicateurs de performance opérationnelle (IMLNU, orniérage, % occupation sentier, aire d'ébranchage) sont suivis en continu (hebdomadairement, mensuellement et annuellement) par le requérant et les autres intervenants sur le territoire.
Aménager la forêt de manière à la protéger contre les agents nuisibles	<ul style="list-style-type: none"> – Des programmes de recherche, d'essai, d'évaluation et d'utilisation appropriée de semis améliorés, y compris les semis sélectionnés sont mis en place par le MFFP. – Les activités de production de semences forestières du Ministère visent à approvisionner en semences l'ensemble du réseau de production des plants pour le reboisement des forêts publiques et privées. Le Ministère vise en premier lieu à répondre à la demande par espèce et donc à obtenir des quantités suffisantes de semences, en tenant compte de leur adaptation à l'aire de reboisement où elles seront implantées et des règles de déplacement de provenances propres à chaque espèce.

Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 3. Protection et maintien des ressources hydriques

Thèmes de l'indicateur de la norme	Évidences fournies par l'organisation
Satisfaire ou dépasser les exigences des lois fédérales, de la province ou de l'État et de la localité régissant la qualité de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> - Le RNI stipule de manière concrète les saines pratiques de gestion en lien avec le respect de la réglementation. Des procédures, instructions de travail et des formulaires de suivi sont utilisés et intégrés à l'ensemble des vérifications en lien avec le RNI. - L'organisation possède une politique en matière d'environnement. Politique AFD locale et tous les employés sont formés au respect des lois et règlements en vigueur à leur entrée en fonction ou à l'induction annuelle. - Un suivi des indicateurs de performance opérationnelle et un bilan annuel du MFFP (ex. : RADF, PCR) sont produits à partir des exigences légales applicables aux activités du requérant et des autres intervenant sur le territoire. - Les ententes de récolte entre les bénéficiaires de garantie d'approvisionnement (BGA), les conventions d'intégration et le MFFP intègrent des clauses concernant l'obligation de respect de la réglementation et des saines pratiques.
Mesures de protection de l'eau, des terres humides et des milieux riverains	<ul style="list-style-type: none"> - Les couches d'affectation cartographique fournies par le MFFP permettent d'identifier les cours d'eau connus et d'adopter les modalités pertinentes selon la nature du cours d'eau. Le MFFP transmet aux différents bénéficiaires, incluant le BMMB et REXFORET, les fichiers formes servant à la planification des opérations forestières et des travaux non commerciaux (couche des éléments à protéger). - Au PAFIT, les indicateurs de performance associés aux sites fauniques d'intérêt, des lisières boisées et des milieux humides établissent le portrait initial, les objectifs, les cibles, la stratégie et les moyens de suivi pour l'atteinte de la cible. - L'aménagiste du MFFP a à sa disposition tous les éléments et les modalités à considérer lors de sa planification incluant toutes les dispositions associées à la protection de l'eau en référence au <i>Guide régional des éléments de protection et des modalités particulières à considérer lors de la planification forestière</i>. De plus, le document « LI_446_Exigences contractuelles » du MFFP et les suivis prévoient la vérification des exigences légales contenant la protection des rivières, des lacs et d'autres éléments hydrographiques. - Le requérant identifie, par des rubans, des cours d'eau sur le terrain et les formations données aux opérateurs intègrent l'ensemble des méthodes afin de protéger les cours d'eau. Des preuves de correction sur le terrain ont également été fournies. - Chacun des chantiers est visité en cours de saison permettant de détecter d'éventuelles problématiques en continu incluant celles concernant la qualité de l'eau. - Les exigences contractuelles exigent des intervenants d'avoir une politique d'arrêt des travaux qui permet de répondre aux obligations de l'indicateur. Le MFFP assure un suivi de chantier permettant de valider et réagir aux écarts identifiés. Le requérant détient une politique d'arrêt temporaire des travaux.

Approvisionnement en fibre (chapitre 3) : Objectif 2. Adhésion aux meilleures pratiques de gestion.

Thèmes de l'indicateur de la norme	Évidences fournies par l'organisation
Promouvoir la foresterie durable en employant les meilleures pratiques de gestion pour protéger la qualité de l'eau. / Surveiller l'emploi des meilleures pratiques de gestion.	<ul style="list-style-type: none"> - Le contrat d'achat de bois inclut des clauses relatives au respect de cet objectif et de la norme SFI en général - Les volumes provenant des lots du BMMB et les autres approvisionnements du requérant sont soumis aux mêmes règles opérationnelles que les volumes issues des garanties d'approvisionnement. - Tous les sites du BMMB sont visités par un superviseur du requérant pour s'assurer du respect des règles opérationnelles.

Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 4. Conservation de la biodiversité

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par l'organisation</i>
<p>Conserver la biodiversité</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Au PAFIT, les indicateurs de performance associés aux sites fauniques d'intérêt, aux lisières boisées et aux milieux humides établissent le portrait initial. Les objectifs, les cibles, la stratégie et les moyens de suivi pour l'atteinte de la cible sont également décrits aux PAFITs. – La fiche de signalements du MFFP est utilisée comme moyen afin de déclarer des éléments en lien avec la biodiversité. Plusieurs éléments du RNI sont directement ou indirectement liés au milieu aquatique et près du tiers visent l'harmonisation des diverses activités qui se pratiquent dans le milieu forestier. Plusieurs dispositions du RNI visent également la préservation de la qualité et de la vocation d'habitats fauniques reconnus par le gouvernement. Les formations données aux opérateurs intègrent l'ensemble de ces notions. – Le MFFP assure un PCR du RNI permettant de valider le respect du RNI et le requérant fait le suivi des indications de performance opérationnelle (par ex : le nombre chicots et d'arbres vivants à l'hectare conservés sur le parterre de coupe) permettant de contribuer à la conservation de la biodiversité. – Les sites fauniques d'intérêt, « SFI », du MMFP sont des sites à valeur exceptionnelle, jouant un rôle important pour la faune aux échelles régionale et locale, demeurent vulnérables aux interventions dans le milieu. Ces sites fauniques d'intérêt (SFI) nécessitent une reconnaissance et des modalités de protection particulières en regard de l'utilisation du territoire public, notamment en regard de l'aménagement forestier. Pour certains SFI, des modalités particulières sont également prévues dans le plan régional de développement du territoire public.
<p>Protéger les espèces menacées ou en voie de disparition, les forêts à valeur de conservation exceptionnelle et les forêts anciennes</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Des formations régulières sont données aux opérateurs et intègrent les listes d'espèces menacées, vulnérables et sensibles (EMVS). – Une mise à jour annuelle des espèces menacées ou vulnérables pouvant se retrouver sur les territoires d'opérations est effectuée par le requérant en collaboration avec le MDDEP. – L'utilisation de la fiche de signalement du MFFP par le requérant est un outil de communication qui permet au MFFP une mise à jour en continu de la base de données EMVS à partir d'observations terrain.
<p>Gérer les sites de grande importance écologique d'une manière qui prend en compte leurs qualités particulières</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Le participant au programme s'assure de l'intégration des éléments du PAFIT et du PAFIO afin de respecter cet objectif. Par la participation au processus de consultation (Table de gestion intégrée des ressources du territoire (TGIRT) ou autre), il s'assure également de la conservation de la diversité biologique et des milieux sensibles à protéger et des sites d'importance écologique (Forêt à haute valeur de conservation (FHVC), Écosystème forestier exceptionnel (EFE), etc.). De plus, l'utilisation de cartes terrain, de système GPS, de fiches d'observations terrain et du suivi de celles-ci, de l'application de mesures de mitigation entendues avec le MFFP, du respect des aires protégées et de la prise en compte des perturbations naturelles ont également permis de confirmer la conformité à l'objectif. – Le MFFP participe au processus d'élaboration des aires protégées du MDDELCC. – Le MFFP transmet aux différents bénéficiaires, incluant le BMMB et REXFORET, les fichiers formes servant à la planification des opérations forestières et des travaux non commerciaux qui englobent l'information à référence spatiale utilisée pour la protection des sites de grande importance écologique.
<p>Mettre en pratique les connaissances acquises grasses à la recherche, à la science, à la technologie et au travail sur le terrain pour gérer les habitats fauniques et contribuer à la conservation de la biodiversité</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Les plans d'affectation des terres utilisés dans la planification indiquent la présence d'espèces menacées. – Une banque de données sur les espèces menacées et vulnérables du MDDEP est disponible. – Le requérant participe au programme des observations des espèces à statut particulier, au comité rétablissement du caribou forestier et à la stratégie québécoise d'aires protégées.

Approvisionnement en fibre (chapitre 3) : Objectif 1. Biodiversité dans l'approvisionnement en fibre

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par l'organisation</i>
Promouvoir la foresterie durable en conservant la biodiversité.	<ul style="list-style-type: none"> – Une politique d'approvisionnement en fibre existe et celle-ci est incluse à la pochette de formation donnée au producteur de bois avant les travaux. – Le contrat d'achat de bois utilisé et commun pour tous les sites du requérant, inclut une section concernant la certification et l'application des saines pratiques de gestion. – Une pochette de formation est envoyée aux propriétaires concernés. Un registre de formation est signé par le propriétaire incluant un engagement à former les opérateurs qui réaliseront les travaux, ce qui est également inclut à la déclaration des fournisseurs. Un guide des saines pratiques est disponible à tous les propriétaires forestiers et une formation est donnée à partir de ce guide. Des formations sont également donnée par le requérant aux propriétaires forestier. – Le « Formulaire de vérification terrain - Saines pratiques (SFI) » existe afin de faire la surveillance des travaux pour les propriétaires forestiers à lesquels du bois est acheté. Les données de suivis seront compilées dans le logiciel ISOVISION. – Pour la majorité des approvisionnements en forêt privée un plan de gestion existe et un plan de mise en valeurs des forêts privées est en vigueur

Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 5. Gestion de la qualité visuelle et offre récréative

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par l'organisation</i>
L'impact de la récolte sur la qualité visuelle/ favoriser les possibilités récréatives pour le public	<ul style="list-style-type: none"> – Le participant au programme s'assure de l'intégration des éléments du PAFIT et du PAFIO afin de respecter cet objectif, et ce, par l'implantation de modalités particulières en lien avec la protection du paysage et l'utilisation de cartes terrain. Les bilans des superficies moyennes des parterres de coupe ont été validés et confirmés conformes par rapport à la mesure de performance. – Les inventaires terrain et les suivis terrain ont été utilisés afin de confirmer la conformité aux critères de régénération. De plus, la participation aux Tables GIRT ou autre processus de consultation a permis de confirmer qu'une offre de possibilité récréative a été considérée lors de la planification forestière. – Des mesures d'harmonisation opérationnelles en lien avec la conservation du paysage sont appliquées sur le terrain par le requérant. – Le système de récolte bois court est un moyen utilisé afin de réduire l'impact de la qualité visuelle de la récolte forestière. – Le Rapport « VECTER » réalisé par le MFFP et par UA inclut un suivi terrain des mesures d'harmonisation (paysage et récréatif). – Le requérant participe au processus d'intégration des préoccupations des autres usagers du territoire. – Les bilans de la performance forestière et environnementale réalisés par le MFFP incluent la confirmation du respect des mesures d'harmonisation par le requérant.
Superficie, la forme et l'emplacement des parterres de coupe à blanc	<ul style="list-style-type: none"> – Le RNI prévoit des modalités balisant la dimension des coupes. Dans la sapinière c'est la coupe en mosaïque qui s'applique et les superficies des assiettes de coupe sont déterminées selon art. 74 du RNI. – La liste de contrôle est un outil permettant de valider le respect de l'ensemble des exigences associées à la planification opérationnelle.
Le participant au programme doit adopter une exigence de régénération ou d'autres méthodes pour assurer la qualité visuelle	<ul style="list-style-type: none"> – Le suivi de l'application de la stratégie d'aménagement des travaux sylvicoles est réalisé par le MFFP. L'ingénieur aménagiste évalue la remise en production et la régénération des blocs ayant été récoltés à l'aide de différents moyens d'acquisition de connaissance comme les photographies aériennes, l'analyse d'imagerie LIDAR, point de contrôle, inventaire oculaire, etc.).

Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 6. Protection des sites d'intérêt particulier

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par l'organisation</i>
Localiser les sites d'intérêt particulier et les gérer d'une manière appropriée à leurs caractéristiques uniques	<ul style="list-style-type: none"> - Les données pertinentes sur le patrimoine naturel (sites d'intérêt particulier) sont répertoriées dans les couches numériques des affectations. Ces affectations sont règlementées par la norme d'intervention en forêt publique (section VII). Le MFFP transmet aux bénéficiaires cette couche d'affectation avec la PRAN. - En collaboration avec le MFFP une carte « ZAMI » a été mise en place afin d'intégrer les critères nécessaires au respect de l'objectif.
Utilisation de renseignements comme les données existantes sur le patrimoine naturel, des avis d'experts et la consultation des parties prenantes pour déterminer ou choisir les sites d'intérêt particulier à protéger	<ul style="list-style-type: none"> - Chaque TLGIRT (auquel le requérant participe) doit collaborer avec la Direction générale régionale (DGR) du MFFP en vue de l'élaboration des plans d'aménagement forestier intégré tactique (PAFIT) et opérationnel (PAFIO). Ce mandat doit être accompli en identifiant les enjeux propres aux unités d'aménagement (UA) qui concernent la TLGIRT, et ainsi en dégager des objectifs de protection et mise en valeur locaux, mais aussi convenir de mesures d'harmonisation incluant la détermination de sites d'intérêt particulier.
Cartographie, catalogage et gestion appropriés des sites d'intérêt particulier	<ul style="list-style-type: none"> - Le MFFP transmet aux différents bénéficiaires, incluant le BMMB et REXFORET, les fichiers formes des différents usages du territoire servant à la planification des opérations forestières et des travaux non commerciaux.

Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 7. Utilisation efficace des ressources en fibre

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par l'organisation</i>
Programme ou système de surveillance pour assurer une utilisation efficace des ressources forestières	<ul style="list-style-type: none"> - Le participant au programme a mis en place des systèmes de surveillance afin de suivre cet objectif tel que l'application de prescriptions sylvicoles adaptées, des suivis de matière ligneuse non utilisée sur le terrain (MLNU), la séparation des produits et sous-produits afin de les acheminer à différentes usines et la formation des travailleurs. - La séparation des essences et du diamètre des tiges est faite directement en forêt afin de maximiser la qualité des produits livrés aux usines. Des règles de façonnage sont également transmises par contrats aux entreprises de récolte. - Des formations sont données aux opérateurs en lien avec cet objectif et celles-ci sont suivies en continu sur le terrain par le contremaître. - Le tableau de destination des bois prévoit un partage des bois entre les différentes usines de transformation, et ce, afin de distribuer les produits (pâtes, sciages, déroulages) au bon destinataire et conséquemment s'assurer d'une utilisation efficace de la ressource. - Entente d'attribution de biomasse forestière (EABF). Cette attribution permet à son titulaire de récolter annuellement un volume de biomasse forestière dans une unité d'aménagement en vue de réduire l'utilisation de mazout lourd et de faciliter la réalisation des stratégies d'aménagement forestier. - Une convention d'intégration entre les BGA a été mise en place afin de s'assurer d'une utilisation efficace des ressources forestières.

Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 8. Reconnaissance et respect des droits des Autochtones

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par l'organisation</i>
<p>Reconnaître et respecter les droits des Autochtones/Entretien avec les autochtones concernées au sujet des pratiques d'aménagement forestier durable/ Communication avec les autochtones locaux afin de répondre à leurs questions et à leurs demandes de renseignements au sujet des pratiques d'aménagement durable sur leurs propres terres</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La réalisation de cet objectif se fait en collaboration avec le MFFP. En effet, le manuel de consultations autochtones est sous la responsabilité du MFFP et ce afin : <ul style="list-style-type: none"> - D'assurer le maintien d'un cadre relationnel des communautés présentes sur le territoire; - D'échanger sur les difficultés anticipées à l'égard des ressources naturelles et du territoire; - D'assurer le suivi des différents dossiers communs; - De prendre connaissance des ententes et mesures d'harmonisation et d'intégration et, si nécessaire, d'accommodements mutuels; - De réaliser des bilans; - De gérer les différends, s'il y a lieu. - Des preuves de consultations et des suivis auprès des communautés du territoire certifié ont été vérifiées auprès du MFFP. Le participant au programme présente la planification de récoltes annuelles aux communautés autochtones. Des comptes rendus de ces rencontres ont été vérifiés. - Le requérant fait de l'harmonisation opérationnelle avec les communautés autochtones. Des rencontres avec les communautés autochtones sont faites en présence d'un représentant du MFFP du requérant - Une cartographie des secteurs sensibles connus est disponible et à jour dans les cartes d'affectations territoriales - Une harmonisation est réalisée pour chaque PAFIO, des sites sont indiqués à protéger lors de ces rencontres (ex : site de cueillette de petits fruits et autres PFNL). Ces sites sont répertoriés dans les cartes d'affectation. - Une politique concernant les peuples autochtones a été signée par la haute direction le 1 mai 2015

Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 9. Respect des lois et règlements / Approvisionnement en fibre (chapitre 3) : Objectif 4. Respect des lois et règlements

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par l'organisation</i>
<p>Possibilité de consulter les lois et règlements pertinents aux endroits appropriés. /Système d'assurance de la conformité avec les lois et règlements fédéraux, de la province ou de l'État et de la localité. /Démonstration de l'engagement à respecter les lois et règlements au moyen de l'information disponible sur l'application de la loi/Politique écrite</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le participant au programme détient les outils nécessaires pour se conformer à l'exigence. Le respect des lois et règlements est inclus dans ces politiques internes ainsi que dans celles des intervenants sur le territoire. Les instructions terrain transmises au personnel terrain comprennent également la réglementation en vigueur. De plus, des vérifications de conformité légale (VCE) périodique ont lieu dans les activités terrain. - La certification ISO 14001 de l'entreprise a permis également de confirmer la conformité à l'exigence par le maintien d'un Registre des lois et règlements et autres exigences applicables aux activités de l'entreprise et à certaines procédures démontrant l'engagement du requérant à se conformer aux lois applicables. - Des informations sont partagées périodiquement entre les coordonnateurs de chaque division concernant les changements aux exigences légales (équipe fonctionnelle). - Des engagements ont été signés par les bénéficiaires des territoires afin de se conformer aux lois sociales (les droits civils, l'égalité d'accès à l'emploi, la lutte contre la discrimination et le harcèlement, l'indemnisation des accidentés du travail, les droits des peuples autochtones, le droit de savoir des travailleurs et des collectivités, les taux de salaire, le droit de syndicalisation des travailleurs et la santé et la sécurité au travail) - Des politiques corporatives sont également en vigueur en lien avec les sujets mentionnés à l'objectif.

Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 10. Soutien de la recherche, de la science et de la technologie forestière / Approvisionnement en fibre (chapitre 3) : Objectif 5. Soutien de la recherche, de la science et de la technologie forestière

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par l'organisation</i>
<p>Investir dans la recherche, la science et la technologie forestières, sur lesquelles reposent les décisions d'aménagement forestier durable, et accroître la sensibilisation aux incidences du changement climatique sur les forêts, la faune et la biodiversité/ Le participant au programme doit, individuellement ou en collaboration avec les comités de mise en oeuvre des normes SFI, des associations ou d'autres partenaires, accroître la sensibilisation aux incidences du changement climatique sur les forêts, la faune et la biodiversité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Financement pour le Projet Caribou auprès de la « National Council for Air and Stream Improvement (NCASI) ». - Le requérant est partenaire de Chaire sylviculture et faune de l'Université Laval, est membre de la Chaire d'aménagement forestier durable et contribue au financement au programme de recherche, est membre et partenaire de FP Innovations, est membre du Consortium de recherche sur la forêt Boréal de l'Université du Québec à Chicoutimi, est membre de FERIC, est membre de la COOP de solidarité en recherche et développement forestier de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec, est membre de NCASI, contribue et est partenaire au programme Carbone Boréal, participe au Forum de l'alliance économique cri. - Le requérant participe à des activités de formation et de séminaires par les ingénieurs forestiers (ex. Séminaire sur les oiseaux migrateurs demandé par Résolu et dispensé par NCASI en août 2015 au Lac-Saint-Jean) - Le requérant travail de concert avec ces entrepreneurs et l'agence d'efficacité énergétique du Québec, sur des essais de diminution de la consommation de carburant. - Le requérant participe à des recherches territoire autochtone dans les coupes mosaïque pour évaluer le maintien de la faune. - Le requérant participe projet de maîtrise de l'université Laval sur la gestion du carbone lors des opérations forestière et de la transformation du bois.
<p>Le participant au programme doit, individuellement ou en collaboration avec les comités de mise en oeuvre des normes SFI, des associations ou d'autres partenaires, réaliser des analyses à l'échelle de la province ou de l'État ou de la région, ou utiliser les résultats de telles analyses, à l'appui de son programme de foresterie durable.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Participation & appui au Comité SFI Québec

Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 11. Formation et éducation / Approvisionnement en fibre (chapitre 3) : Objectif 6. Formation et éducation

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par l'organisation</i>
<p>Formation appropriée du personnel et des entrepreneurs participant au programme doit travailler individuellement ou avec les comités de mise en oeuvre des normes SFI et encourager l'amélioration du professionnalisme des producteurs de bois.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les participants au programme possèdent des politiques écrites incluant l'engagement à se conformer à la norme SFI 2015-2019 qui est communiqué à l'ensemble du personnel de l'organisation. Les rôles et les responsabilités de chacun des intervenants ainsi que les formations et les présentations supportant la transmission des informations relatives à la norme d'aménagement forestier SFI 2015-2019 sont communiqués au personnel concerné. Le participant au programme est membre du Comité SFI Québec et contribue au développement de modules de formation en lien avec les sujets requis par la norme.

Approvisionnement en fibre (chapitre 3) : Objectif 3. Recours aux services de professionnels en gestion des ressources et d'exploitants forestiers qualifiés.

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par l'organisation</i>
Programme pour encourager le recours à des exploitants forestiers qualifiés ou des exploitants forestiers certifiés (si disponibles) et à des professionnels en gestion des ressources/ Liste d'exploitants forestiers qualifiés ou d'exploitants forestiers certifiés	<ul style="list-style-type: none"> – Le participant au programme est membre du Comité SFI Québec et contribue au développement de modules de formation en lien avec les sujets requis par la norme et ainsi à développer une liste d'exploitant qualifiés selon les exigences SFI 2015-2019

Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 12. Participation du public et sensibilisation des propriétaires fonciers / Approvisionnement en fibre (chapitre 3) : Objectif 7. Participation du public et sensibilisation des propriétaires fonciers.

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par l'organisation</i>
Participation aux activités de planification et d'aménagement des terres publiques avec les entités gouvernementales appropriées et le public Relations appropriées avec les parties prenantes locales sur les questions relatives à l'aménagement forestier	<ul style="list-style-type: none"> – Le participant au programme a mis en œuvre les éléments nécessaires afin d'être conforme à cet objectif, tels que sa participation au Comité SFI Québec, sa participation aux démarches de consultation du MFFP, sa collaboration avec les associations du secteur, à des projets avec les organismes de formation et à l'implantation de processus afin de permettre la réception de tous commentaires de l'externe. – L'entente CIFQ-MFFP et la documentation de la table opérationnelle à laquelle le requérant participe ont également confirmé l'atteinte de l'objectif. L'entente apporte des précisions sur le rôle attendu des tables dans le processus de planification forestière. – En plus de la Table opérationnelle MFFP-bénéficiaires le requérant participe au sous-comité mixte planification opérationnelle et au comité mixte certification régional dont un des mandats est de favoriser le maintien de la certification forestière sur le territoire et un suivi en continu des activités (BGAD, BBMB, MFFP «REXFORÊT»). – Le requérant participe également à la TLGIRT qui permet de connaître les intérêts et enjeux des diverses parties intéressées à l'aménagement forestier sur les terres publiques.

Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 13. Responsabilités d'aménagement forestier sur les terres publiques / Approvisionnement en fibre (chapitre 3) : Objectif 8. Exercice des responsabilités d'aménagement forestier sur les terres publiques

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par l'organisation</i>
Le participant au programme qui a des responsabilités d'aménagement forestier sur des terres publiques doit participer à l'élaboration des processus de planification et d'aménagement des terres publiques	<ul style="list-style-type: none"> – Voir objectif 12 pour preuve de conformité.

Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 14. Communications et rapports destinés au public / Approvisionnement en fibre (chapitre 3) : Objectif 9. Communications et rapports destinés au public

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par l'organisation</i>
Rapport d'audit sommaire annuellement rapport à la société SFI de sa conformité avec la Norme d'aménagement forestier SFI 2015-2019	<ul style="list-style-type: none"> – Le rapport sommaire public 2015 en conformité avec la norme SFI 2015-2019 est disponible en ligne sur le site de SFI inc.

Aménagement forestier (chapitre 2) : Objectif 15. Revue de direction et amélioration continue / Approvisionnement en fibre (chapitre 3) : Objectif 10. Revue de direction et amélioration continue

<i>Thèmes de l'indicateur de la norme</i>	<i>Évidences fournies par l'organisation</i>
– Système de revue des engagements/ Revue de direction annuelle	– Une revue de direction du Programme SFI a eu lieu le 7 Janvier 2016 qui couvre l'ensemble du Programme SFI régional.
– Système de collecte, d'examen et de communication de l'information à la direction concernant les progrès accomplis	– Le tableau Excel « Résultats d'évaluation des mesures de performance de la certification SFI est disponible pour le suivi des indicateurs.

BONNES PRATIQUES OBSERVÉES (AMÉNAGEMENT FORESTIER (CHAPITRE 2) ET APPROVISIONNEMENT EN FIBRE (CHAPITRE 3))

- Mise en place des tableaux comportant un « tronc commun » comme base pour le suivi des indicateurs.
- Rencontres avec le MFFP dans chaque région afin de s'entendre sur les modes de transmission des données pour le suivi des indicateurs relevant du MFFP (Tableau des résultats d'évaluation des mesures de performance SFI).
- Calendrier d'audit interne très détaillé et couvrant l'ensemble des sites annuellement pour les chapitres 2 et 3.
- Excellente connaissance, par l'ensemble des travailleurs, des aspects reliés au RNI et à l'AFD (pratiques, EMVS, RNI,...).
- Mécanismes en place et participation à plusieurs tables aux fins de planification et de représentation.
- Intégration des activités d'amélioration continue « blitz » pour les opérations terrain.
- Implication pour la recherche et les activités éducatives.
- Optimisation de la fréquence des revues de direction pour certaines régions.
- Intégration d'un entrepreneur général dans la planification et la réalisation des activités de sensibilisation et de formation SFI.

OBSERVATIONS RELEVÉES (AMÉNAGEMENT FORESTIER (CHAPITRE 2) ET APPROVISIONNEMENT EN FIBRE (CHAPITRE 3))

- La portée de certification ne concorde pas avec le domaine d'application inscrit à la procédure « PS-10002-01_Exigences générales FC_Version 2.2.0 Exigences générales Fonction centrale ».
- Bien que certains processus de suivi des plaintes soient en place, l'organisation n'a pu confirmer sa capacité (processus) afin de recueillir et d'analyser les plaintes de tous les sites et son autorité à amorcer des changements organisationnels (s'il y a lieu).
- Il n'y a pas de procédure claire de transmission de l'information au MFFP sur l'identification de nouveaux éléments d'intérêts découverts par l'organisation lors de leurs opérations sur le terrain (ex. identification de cours d'eau). Conséquemment, les ajouts à la cartographie ne sont pas systématiquement acheminés au MFFP.
- Bien que l'organisation ait un système afin de documenter les rôles et les responsabilités dans ISO VISION, les formations et les compétences par poste ne sont pas toujours à jour. Certaines compétences identifiées, par exemple pour le coordonnateur certification, ne sont pas réellement requises afin d'exercer son rôle et ses responsabilités, par ex. : livraison de carburant, fermeture de camp, etc.
- Bien que l'organisation suive les exigences du Chapitre 3 de la norme par certains formulaires de suivi, il n'y a pas d'évidence qu'il existe un système pour recueillir, examiner et communiquer à la direction l'information concernant les progrès accomplis par rapport aux objectifs et aux mesures de performance de la norme d'approvisionnement en fibre (scieries et papetières).
- Pour un site, il n'y a pas eu de revue de direction annuelle formellement effectuée en 2015.
- Bien qu'il y ait un processus pour recevoir les demandes de renseignements du public et pour y répondre de la part du requérant, il n'y avait pas d'évidence, au moment de l'audit, que le Comité SFI Québec a fait annuellement rapport à la société SFI (SFI inc.) des préoccupations qui leur ont été manifestées et des réponses qu'ils leur ont été données.
- Certaines politiques sociales se retrouvent sur deux documents et ne mentionnent pas spécifiquement l'ensemble des points demandés à la norme.

DEMANDES D' ACTIONS CORRECTIVES (DAC) MINEURES OU MAJEURES

Sept (7) demandes d'action corrective (DAC) mineures ont été adressées lors de l'audit

DAC-MIN-01 : Aménagement forestier (chapitre 2) - Objectif 9. Respect des lois et règlements (Mesure de performance 9, Indicateur 2)

Au moins deux entrepreneurs rencontrés sur le terrain ont mentionnés qu'ils disposaient gratuitement et librement de leurs MDR, dont les huiles usées, boyaux, chaudières et filtres chez une entreprise (machinerie, pièces et service forestier) de la région d'Amos, et non seulement aux sites désignés par le requérant aux usines Senneterre/Comtois. De plus, un entretien avec un responsable de cette entreprise confirme qu'il n'est pas membre de la SOGHU et qu'il ne possède pas de certification environnementale quelconque.

De plus, il n'y a pas d'évidence que cette entreprise met en œuvre un Programme de récupération et de valorisation exigé par le Règlement sur la récupération et la valorisation de produits.

DAC-MIN-02 : Aménagement forestier (chapitre 2) - Objectif 11. Formation et éducation (Mesure de performance 11, Indicateur 5)

Au moins deux entrepreneurs rencontrés sur le terrain ont mentionnés qu'ils disposaient gratuitement et librement de leurs MDR, dont les huiles usées, boyaux, chaudières et filtres chez une entreprise (machinerie, pièces et service forestier) de la région d'Amos, et non seulement aux sites désignés par le requérant aux usines Senneterre/Comtois. De plus, un entretien avec un responsable de cette entreprise confirme qu'il n'est pas membre de la SOGHU et qu'il ne possède pas de certification environnementale quelconque.

De plus, il n'y a pas d'évidence que cette entreprise met en œuvre un Programme de récupération et de valorisation exigé par le Règlement sur la récupération et la valorisation de produits.

DAC-MIN-03 : Approvisionnement en fibre (chapitre 3) - Objectif 3. Recours aux services de professionnels en gestion des ressources et d'exploitants forestiers qualifiés (Mesure de performance 3.1, Indicateurs 1 et 2)

Le participant au programme doit encourager les propriétaires fonciers à recourir aux services d'exploitants forestiers qualifiés ou d'exploitants forestiers certifiés (si disponibles) et de professionnels en gestion des ressources pour appliquer les principes d'aménagement forestier durable sur leurs terres et doit tenir des listes d'exploitants forestiers qualifiés ou d'exploitants forestiers certifiés.

Bien qu'une demande ait été faite auprès du Comité SFI Québec par le participant au programme afin de faire reconnaître et d'approuver son programme de formation déjà mis en œuvre dans ces opérations et auprès de ces fournisseurs, il n'y avait pas d'évidence au moment de l'audit que ce programme de formation ait été approuvé et reconnu par le Comité SFI.

DAC-MIN-04 : Approvisionnement en fibre (chapitre 3) - Objectif 4. Respect des lois et règlements (Mesure de performance 4.1)

Bien que la récolte de bois en forêt privée, lots intramunicipaux, etc., ne soit pas sous la responsabilité du participant au programme, ce dernier s'approvisionne sur ces terrains et doit avoir un système (processus) afin de s'assurer de la conformité à la réglementation municipale applicable.

Malgré que la déclaration des fournisseurs comporte un engagement sur cet élément, aucun système (processus) n'est en place afin de confirmer cette conformité.

DAC-MIN-05 : Approvisionnement en fibre (chapitre 3) - Objectifs 1, 2, 3, 4 et 6

Malgré qu'un nouveau formulaire de déclaration fournisseur ait été mis en place, certaines régions n'avaient pas encore fait résigner les déclarations à jour.

En conséquence, les approvisionnements en copeaux provenant des scieries (autres que PF Résolu) et s'approvisionnant en forêt privée, lots intramunicipaux, etc., n'étaient pas tous connus.

Conséquemment, le respect de certaines mesures de performances/indicateurs du chapitre 3 n'ont pu être confirmés pour ces portions des approvisionnements, tel que:

- 1.1 et 1,2) Biodiversité dans l'approvisionnement en fibre
- 2.1 et 2.2) Adhésion aux meilleures pratiques de gestion
- 3.1 et 3.2) Recours aux services de professionnels en gestion des ressources et d'exploitants forestiers qualifiés
- 4.1 et 4.2) Respect des lois et règlements
- 6.1 et 6.2) Formation et éducation

DAC-MIN-06 : Chapitre 9, Annexe 1 « Audits d'organismes multisites » (Exigence fonction centrale : 4.1.2 e) iv.)

Il n'y avait pas de preuve, au moment de l'audit, que le suivi des non-conformités à la suite des audits internes de l'approvisionnement des papetières étaient réalisés pour l'ensemble des régions.

DAC-MIN-07 : Chapitre 9, Annexe 1 « Audits d'organismes multisites » (Exigence fonction centrale : 4.1.2 e) vii.)

Il n'y avait pas de preuve, au moment de l'audit, que le suivi des non-conformités à la suite des audits internes de l'approvisionnement des papetières étaient réalisés pour l'ensemble des régions.

DÉCISION DE CERTIFICATION (47488-1-12 ET 47488-1-02)

Le rapport de l'auditeur responsable SFI du BNQ a été produit et remis au client le 16 février 2016. En considérant les conclusions formulées et à la suite des résultats de l'évaluation interne du BNQ de l'ensemble du dossier, la décision de maintien de la certification au programme SFI a été confirmée le 24 mars 2016.

GENERAL DESCRIPTION OF THE ORGANIZATION

Resolute Forest Products (RFP) specializes in the forest product industry, supplying a range of products including newsprint, specialty papers, market pulp, tissue paper and wood products.

The Company owns or operates nearly 40 pulp and paper mills and wood products facilities in the United States, Canada and South Korea, along with power generation assets in Canada and the United States. Its products are sold in almost 80 countries.

AUDIT PROCESS, OBJECTIVES AND SCOPE

MULTISITE AUDIT PROCESS²

The sampling approach for this audit was as follows:

Sites (n) ^{1and2} (Forest Management et Fiber Sourcing)	Sites Sampled Maintenance Audit 2 (2016)
Central office	X
Charlevoix (FMU 33-51) et and saw mill/ paper mill (Saint-Hilarion and Clermont)	
Outaouais (FMUs 71-51; 71-52; 73-51; 73-52; 74-51) (except operations carried out by the Louisiana Pacific Corporation) and saw mill/ paper mill (Maniwaki and Gatineau)	
Lac-Saint-Jean (FMUs 22-51; 24-51; 25-51; 27-51) and saw mills/ paper mills (Comtois, Girardville, La Doré, Mistassini, Normandin, Opitciwan, Produits forestiers Petit-Paris, Saint-Félicien, Saint-Thomas, Alma Dolbeau Kénogami and Saint-Félicien»	
Côte-Nord (FMU 93-51) and saw mill/ paper mill (Outardes and Baie-Comeau)	X
Abitibi (FMUs 84-51; 86-65; 87-51; 87-62; 87-64; 86-66) and saw mill/ paper mill (Senneterre and Amos)	X
Mauricie (FMUs 42-51; 43-52 and private lots managed by "Opérations forestières – Mauricie") and saw mill (Produits forestiers Mauricie)	

¹Since the multi-site organization has an internal audit program deemed reliable, the minimum sampling size for the maintenance audit was calculated according to this formula: $1: 0.6 \sqrt{n}$.

²The central office is audited annually and is not included in "n".

The Bureau de normalisation du Québec (BNQ) conducted a second maintenance audit on January 31, 2016 (Central office), January 26, 27, 28 and 29, 2016 (Côte-Nord site) and February 2, 3, 4 and 5, 2016 (Abitibi site), in accordance with the applicable requirements of SFI 2015-20149 Standard, Chapter 2 (Forest management) and Chapter 3 (Fiber sourcing). The BNQ audit team was made up of Anne-Marie Gauthier, F. Eng. (Lead Auditor), Etienne Ouellet, Biol., F. Eng. (Team Member Auditor) and Steve Drolet, F. Eng. (Team Member Auditor).

The SFI program evaluation was conducted in conformity with the Audit Plan and BNQ procedures. The BNQ SFI Lead Auditor and the Team Member Auditors interviewed participants and verified program documentation. Employees and subcontractors were questioned and field operations were surveyed at the sites sampled for this audit.

Overall, the employees consulted included the forestry managers, the forest operations managers, the coordinator of the central function, the sites certification coordinator, the forest operation supervisors, along with different subcontractor employees including the operations supervisor, the harvest equipment owners and their employees, road construction machinery operators and forestry truck and wood loader owners. Several pieces of forestry and operational support equipment were observed in action. Some logging areas were surveyed on foot to ensure adherence to the requirements. A visit to the Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) (Forest Fauna and Parcs Ministry) in both regions where the sites are located, was also performed.

² Note that this certification is related to a multi-site organization and not a group organization.

AUDIT OBJECTIVES

The objectives of this certification audit (SFI 2015-2019, Section 2) for each of the certificates were the following: to assess the Program Participant's conformance with the SFI 2015-2019 Standard (Principles, Policies, Objectives, Performance Measures and Indicators) and with the "Interpretations for the SFI® 2015-2019 Program Requirements (Standards, Rules for Label Use, Procedures and Guidance)", to verify the Participant's conformance with the program's requirements and to verify the application of the Program across all targeted Forest Management Units (FMUs) and sites where fiber sourcing are realized (sawmills and paper mills in reference to the scope).

The description of the sampling plan regarding forestry roads, harvested areas and silvicultural sites inspected during the audit are described in detail in the section on audit findings. No indicator involving these objectives was modified by the SFI Participant.

DESCRIPTION OF THE TERRITORY *(Source: Plan d'aménagement forestier intégré tactique)*

The territory concerned by the certification covers the following forest management units (FMUs) : Charlevoix (FMUs 33-51), Lac-Saint-Jean (FMUs 22-51; 24-51; 25-51; 27-51), Côte-Nord (FMUs 93-51), Outaouais (FMUs 71-51; 71-52; 73-51; 73-52; 74-51) (except operations carried out by the Louisiana Pacific Corporation), Mauricie (FMUs 42-51; 43-52 and private lots managed by "Opérations forestières – Mauricie") et Abitibi (FMUs 84-51; 86-65; 87-51; 87-62; 87-64; 86-66) are described in the Integrated Forest Management Plans - (PAFIT) which incorporate a detailed description of the FMUs and are found on the MFFP website (<https://www.mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/consultation>).

The elements to assess in order to confirm whether the planned long-term harvesting levels are met are outlined in the audit findings section.

SCOPE OF THE BNQ CERTIFICATES

SFI 2015-2019 – Forest management (Chapter 2) (47488-1-12)

"Forest management activities, including forest management planning, road construction, harvesting, wood loading and hauling, forest operations follow-up and control, as well as support services for the following Forest management units : Charlevoix (FMU 33-51), Lac-Saint-Jean (FMU 22-51; 24-51; 25-51; 27-51), Côte-Nord (FMU 93-51), Outaouais (FMU 71-51; 71-52; 73-51; 73-52; 74-51) (excepted Louisiana Pacific Corporation Operations), Mauricie (FMU 42-51; 43-52 and private lands under the management of "Forest Operations - Mauricie") and Abitibi (FMU 84-51; 86-65; 87-51; 87-62; 87-64; 86-66)"

SFI 2015-2019 – Fiber sourcing (Chapter 3) (47488-2-01)

"Fiber sourcing for the following sawmills: Comtois, Girardville, La Doré, Maniwaki, Mistassini, Normandin , Opitciwan, Outardes, Mauricie Forest Products, Petit-Paris Forest Products, Saint-Félicien, Saint-Hilarion, Saint-Thomas and Senneterre and the following pulp and paper mills: Alma, Amos, Baie-Comeau, Clermont, Dolbeau, Gatineau, Kénogami and Saint-Félicien"

SUMMARY OF AUDIT FINDINGS

GENERAL DESCRIPTIONS OF EVIDENCE AND COMPLIANCE BY OBJECTIVE – FOREST MANAGEMENT (CHAPTER 2) AND FIBER SOURCING (CHAPTER 3)

Forest management (Chapter 2) : Objective 1. Forest Management Planning

Objective 1. Forest Management Planning

This objective is achieved in conjunction with the Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). The long-term forest development plans are under the MFFP's responsibility (Integrated Forest Management Plan - Tactical (PAFIT) and Integrated Forest Management Plan - Operational (PAFIO)). This requirement was audited in the presence of the responsible MFFP officer. The Program Participant demonstrated compliance with this requirement through documentation, including the PAFIT, the PAFIO, annual harvest records, strategy checklist from the Bureau du Forestier en chef (Government Chief Forester Office), forest inventories, silvicultural prescription reports relating to forest management strategies and documentation necessary for any conversion of forestland, etc.

The achievement of this objective was confirmed through several verifications, the details of which follow, along with the resulting conclusions:

First of all, the Bureau du forestier en chef is responsible for calculating allowable cuts. The data concerning these cuts are then used by the MFFP to develop the PAFIT.

“The 2013-2018 Planning Manual contains information on the calculation and determination of the allowable cuts for forests in the domain of the state. The Manual explains how allowable cuts are established and demonstrates how they contribute to sustainable forest management by taking into account, among other things:

- *Orientations and objectives of the Sustainable Forest Management Strategy (SFMS);*
- *Provisions for the future Regulation respecting sustainable forest management;*
- *Regional and local objectives for sustainable forest development.*

The Manual is intended for MFFP staff involved in forest planning and for forest management experts. It is also designed to inform anyone interested in understanding the principles and methods underlying the calculation and determination of allowable cuts.” Extract (courtesy translation) from the Manuel de détermination des possibilités forestières 2013-2018, Bureau du forestier en chef.

Subsequently, the MFFP is responsible for forestry planning:

“In Québec, pursuant to the Sustainable Forest Development Act, the MFFP is responsible for planning forest development activities for forests in the domain of the state. Planning includes the preparation of Integrated Forest Development Plans (PAFI) for each Forest Management Unit. Entering into force in 2013, the new forest regime brought in some major changes in forest management, especially with respect to forest planning. To better address some major issues in the forestry sector, such as regionalization, ecosystem-based forest management and the integrated management of land resources, the PAFI replaced the General Forest Management Plans and the Annual Forest Management Plans. While those plans were under the responsibility of industrial companies, the PAFI are now developed by the MFFP in collaboration with regional panels and local integrated land and resource management panels. They have a tactical component (PAFIT) and an operational component (PAFIO).” Extract (courtesy translation) from the website: <https://www.mffp.gouv.qc.ca/forets/amenagement/amenagement-planification.jsp>

As the Act stipulates, all these plans take into account allowable cuts:

Extract of the Sustainable Forest Development Act, chapter A-18, section 54: “The Minister draws up a tactical plan and an operational plan for integrated forest development for each development unit, in collaboration with the local integrated land and resource management panel set up for the unit. When drawing up the plans, the Minister may also retain the services of forest planning experts.

The tactical plan contains, among other things, the allowable cuts assigned to the unit, the sustainable forest development objectives, the forest development strategies adopted to ensure that allowable cuts are respected and objectives are achieved, and the location of the main infrastructures and the areas of increased timber production. This plan covers a five-year period.

The operational plan basically sets out the forest operations zones in which timber harvesting or other forest development activities are planned under the tactical plan. It also contains the harmonization measures adopted by the Minister. The operational plan is updated from time to time, to allow for, among other things, the gradual addition of new zones in which forest operations may be carried out. The Minister prepares, keeps up to date and makes public a manual for the preparation of plans and guides that the Minister follows to prepare silvicultural prescriptions.”

The above-mentioned context, along with the Chief Forester Office and the MFFP responsibilities, including the definitions found in the Tactical and Operational Integrated Forest Management Plans, made it possible to assess whether Objective 1.1 of the SFI 2015-2019 Standard, Section 2 was achieved. In addition to the above-mentioned explanation, below is a summary of the evidence consulted and the conclusions drawn from the audit:

The Tactical Integrated Forest Management Plans, produced by the MFFP's general directorate, include a long-term resource analysis component, ensuring that the calculation of allowable cuts includes, among other things, the principle of long-term productivity of the forest.

The forest inventory branch of the MFFP is mandated to acquire and provide quality eco-forest data, which is essential to sustainable forest management and the implementation of the new forestry regime. To fulfil this mandate, the staff collect, compile, structure, store and analyze data and send the information to different internal and external clients. Constant updating of the data produced in accordance with the needs of clients requires staff to make continuous improvements in the work process associated with the data delivered. Eco-forest maps include data associated with regeneration, the state of the forest (stand names), forest health, disturbances and forest structure by age class. Moreover, in the planning process, the intervention surveys support the silvicultural prescriptions and make it possible to evaluate the quality and quantity of treatments. The "Hierarchical Ecological Land Classification System" is designed to describe the diversity of Québec's ecosystems and their distribution.

In Québec, the land classification system is based on forest stratification. One of the challenges of the Sustainable Forest Management Strategy is to manage forests, ensuring ecosystem sustainability, in a manner that preserves the features of the natural forest and maintains quality habitats for various species. Ecosystem management seeks to maintain ecosystem biodiversity and sustainability by limiting the observed differences between managed and natural forests. This concept is based on the fact that maintaining managed forests in a state close to that of natural forests better ensures the survival of most species, which are well suited to natural variations in the conditions of their habitats.

The Chief Forester have the responsibility to determine the forest possibilities, which correspond to the maximum volume of annual cut that can be harvested in perpetuity, without reducing the productive capacity of the forest. This exercise should take into account some sustainable forest management goals and the natural dynamics of forests, including their composition and age structure and their diversified use of this one. The Chief Forester Office's calculation procedures include a detailed description of the method used to calculate allowable cuts with simulation models that pertain to this indicator.

The BD_GEOM database contains geo-referenced data used by the geographic information system for map making and updating. The MFFP sends "shapefiles" to various timber supply holders, including the Bureau de mise en marché des bois (BMMB) and REXFORÊT, which are used for operational planning and non-commercial work in the forest.

It is also noteworthy that supply guarantees are distributed regionally based on the allowable cuts assigned to each FMU. As stipulated under the Sustainable Forest Development Act, (*R.S.Q., chapter A-18, division VI Forestry Rights, subsection Timber supply guarantees i. — Granting of timber supply guarantees and establishment of register, section 88*), a supply guarantee may only be granted if the allowable cut is sufficient.

Allowable cuts are also taken into account and validated during operational planning. Synthesis tables to monitor cuts are completed using annual forest intervention reports that record the harvesting levels undertaken (e.g.: in the case of this audit, the volumes reported in the forest intervention reports were consolidated with Mesuboïs results). During this audit, map "shapefiles" and some tables with values were verified to validate whether the forest intervention reports matched operational planning. In addition, statements regarding volumes made in the annual forest intervention reports were consolidated with Mesuboïs results).

The Chief Forester Office reviews the calculation that determines harvest provisions every five (5) years. When updating the calculation, new mapping and survey data, including regrouping of forest stands, are taken into account.

Forest management (chapter 2): Objective 2. Forest Health and Productivity

Topics with indicators in the standard	Evidence provided by the applicant / Elements of conformity
Ensure reforestation and protection of regeneration	<ul style="list-style-type: none"> - This objective is achieved in conjunction with the MFFP. The reforestation plan is under that department's responsibility. This requirement was audited in the presence of the person in charge from MFFP. The Program Participant demonstrated conformance with this requirement through reports demonstrating respect of reforestation deadlines, a list of criteria to judge reforestation needs, silvicultural prescriptions with criteria related to regeneration protection, related work instructions and in-woods monitoring reports. - The quality of the regeneration undertaken in each project is assessed by a professional registered forester using the method stipulated in the evaluator's guide. - The "<i>Regulation respecting standards of forest management for forests in the domain of the State</i>" stipulates that protection procedures shall be applied during interventions and prescribes time periods to ensure that the area is regenerated and that the distribution coefficient of such regeneration is respected. There are also additional requirements for the protection of the pre-established regeneration, protection procedures to be applied during interventions and prescribed periods to ensure that the area is regenerated and that the distribution coefficient of such regeneration is respected by the applicant in relation to the Integrated Forest Management Plans, both Tactical and Operational. The above-mentioned requirements also provide procedures for necessary follow-ups. Operational instructions for the proper types of work provide for protection of the regeneration and the MFFP's silvicultural prescriptions include these instructions.
Minimize the use of chemical products	<ul style="list-style-type: none"> - The Program Participant does not use chemical products in its operations.
Maintain forest and soil productivity	<ul style="list-style-type: none"> - The silvicultural prescriptions identify how to intervene on the site to minimize soil disturbance. In addition, operational instructions inform operators on the ground of the proper methods to avoid excessive soil disturbance. - Contractual requirements provided by the MFFP require a work stop policy when in-woods conditions are not adequate and may affect soil quality. These requirements are included in the operational instructions according to types of work. The contractual requirements are validated by the MFFP to verify compliance by the applicant. - The Regulation respecting standards of forest management for forests in the domain of the State provides for erosion control measures to minimize the loss of soil and site productivity and defines forestry road construction and skidding criteria to minimize the impacts to soil productivity and water quality. The MFFP's regional control plans and on-site monitoring make it possible to validate these elements in an ongoing manner. In addition, the silvicultural prescriptions and operational instructions from the MFFP include these notions along with the obligation to abide by the Regulation. - The MFFP provides a rutting sensitivity map and the applicant provides procedures to stop operations in its environmental management system in accordance with the MFFP's "Instruction to temporarily stop work." - Objectives concerning erosion and loss of productive forest area were developed by the MFFP. They are now included in the "operational performance indicators", with the indicators monitored by each of the timber supply holders (including the applicant). In addition, the MFFP ensures in-woods monitoring to validate whether the technical specification (silvicultural prescription) was met. - Operational performance indicators (unused ligneous matter, rutting, percentage of trail use and delimiting area) are monitored regularly (weekly, monthly and annually) by the applicant and other stakeholders in the territory.

Topics with indicators in the standard	Evidence provided by the applicant / Elements of conformity
Manage so as to protect the forest from damaging agents	<ul style="list-style-type: none"> – Programs for research, testing, evaluating and the appropriate use of improved seeds, including selected seeds, were implemented by the MFFP. – The MFFP's operations involving forest seed production are designed to supply seeds to the entire plant production network for regenerating public and private forests. Above all, the MFFP seeks to meet the demand by species and thereby obtain a sufficient number of seeds, taking into account each seed's capacity to adapt to the reforested area where it will be planted and the rules for moving seeds or seedlings specific to each species.

Forest management (chapter 2): Objective 3. Protection and Maintenance of Water Resources

Topics with indicators in the standard	Evidence provided by the applicant / Elements of conformity
Meet or exceed all applicable federal, provincial, state or local laws regarding water quality	<ul style="list-style-type: none"> – The “<i>Regulation respecting standards of forest management for forests in the domain of the State</i>” clearly outlines the sound management practices to be implemented under that Regulation. Work instruction procedures and monitoring forms are used and included in all the verifications related to the Regulation. – The organization has an environmental policy and follows the local Sustainable Forest Management policy. All employees are trained with regard to the laws and regulations in effect when they start their job or at the annual induction. – Monitoring of operational performance indicators and an annual report from the MFFP (e.g.: related to the Regulation respecting standards of forest management for forests in the domain of the State and the regional control plan) are produced according to legal requirements related to the applicant's operations and other stakeholders in the territory. – Harvesting agreements between timber supply holders, integration agreements and the MFFP include clauses concerning the obligation to abide by regulations in effect and the use of best practices.
Implement water, wetland and riparian protection measures	<ul style="list-style-type: none"> – Mapped allocation layers provided by the MFFP make it possible to identify known water bodies and adopt relevant procedures depending on the nature of the water body. The MFFP sends “shapefiles” to various timber supply holders, including the Bureau de mise en marché des bois (BMMB) and REXFORËT, which are used for operational planning and non-commercial work in the forest (layer elements to protect). – In the Tactical Integrated Forest Management Plan, performance indicators associated with wildlife sites of interest, bogs, fens and wetlands identify the initial portrait, objectives, targets, strategy and monitoring means to assess this target. – The MFFP's land planners must include all elements and procedures in their planning, including all provisions associated with the protection of water referred to in the “<i>Guide régional des éléments de protection et des modalités particulières à considérer lors de la planification forestière</i>”. In addition, the MFFP document “<i>LI_446_Exigences contractuelles</i>” and subsequent monitoring provide for the verification of all legal requirements with regard to the protection of rivers, lakes and other hydrographic elements. – The applicant identifies water bodies on the site with ribbons and training given to operators provides a range of methods to protect water bodies. Evidence of corrective measures on the site was also provided. – Each of the sites is visited during the season so that possible issues, including those concerning water quality, are detected in an ongoing manner. – The contractual requirements require stakeholders to have a work stop policy to make certain this indicator is respected. The MFFP ensures on-site monitoring to validate and react to any issues identified. The applicant has a temporary work stop policy.

Fiber sourcing (chapter 3) : Objective 2. Adherence to Best Management Practices

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Elements of conformity</i>
<p>Broaden the practice of sustainable forestry through the use of best management practices to protect water quality/ Monitor the use of best management practices.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - The wood purchase contract includes clauses related to compliance with this objective and with the SFI standard in general. - Volumes coming from wood lots for the Bureau de mise en marché des bois (BMMB) and other Applicant sources are subject to the same operational rules as volumes from supply guarantee beneficiaries. - All BMMB sites are visited by an Applicant supervisor to ensure that the operational rules are followed.

Forest management (chapter 2): Objective 4. Conservation of Biodiversity

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Elements of conformity</i>
<p>Conserve biodiversity</p>	<ul style="list-style-type: none"> - In the Tactical Integrated Forest Management Plan (PAFIT), performance indicators associated with wildlife sites of interest, bogs, fens and wetlands identify the initial portrait. Objectives, targets, strategy and monitoring means to reach the biodiversity targets are also describe in this plan. - The MFFP's notification form is used as a means to report elements related to biodiversity. Several elements from the "Regulation respecting standards of forest management for forests in the domain of the State" are directly or indirectly related to water bodies and almost a third of them seek to harmonize the various activities undertaken in a forest setting. Several provisions of the Regulation also target the preservation of the quality and vocation of wildlife habitats recognized by the government. Training given to operators includes all of these notions. - The MFFP provides a regional control plan under the Regulation respecting standards of forest management for forests in the domain of the State, making it possible to validate compliance with the Regulation. The applicant monitors the operational performance indicators (for instance: the number of stumps and live trees per hectare conserved on the cutover), making it possible to contribute to the conservation of biodiversity. - The MMFP's « SFI » interest wildlife sites (acronym is in French, "Site Faunique d'Intérêt") are forests with exceptional value, playing a major role for wildlife on a regional and local scale. They remain vulnerable to local interventions. These SFI sites critical for wildlife, require recognition and special protection with regard to the use of public land, specifically when it comes to forest management.
<p>Protect threatened and endangered species, Forests with Exceptional Conservation Value and old-growth forests</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Regular trainings are given to operators and incorporate the lists of species endangered, threatened, vulnerable and sensitive (EMVS). - A list of the species at risk that may be found on operational sites is updated annually by the Applicant. - The use of the MFFP's notification sheet by the applicant is a communication tool that allows the MFFP to continually update the species at risk database from observations made on the ground.
<p>Manage ecologically important sites in a manner that takes into account their unique qualities</p>	<ul style="list-style-type: none"> - The Program Participant ensures that elements from the Integrated Forest Management Plan, both Tactical and Operational, are implemented to meet this objective. Through participation in the public consultation process (Table de gestion intégrée des ressources du territoire (TGIRT) or other), it also ensures conservation of biodiversity, vulnerable areas and ecologically important sites (Forests with Exceptional Conservation Value, Exceptional Forest Ecosystems, etc.). In addition, the use of land maps, GPS systems, field data sheets and follow-ups, the application of mitigation measures agreed upon with the MFFP, the respect of protected areas and the consideration of natural disturbances also made it possible to confirm conformance with this objective.

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Element s of conformity</i>
	<ul style="list-style-type: none"> - The MFFP participates in the protected area development process led by the Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). - The MFFP sends "shapefiles" to various timber supply holders, including the Bureau de mise en marché des bois (BMMB) and REXFORÊT, which are used for operational planning and non-commercial work in the forest. The files contain spatially referenced information for the protection of ecologically important sites.
Apply knowledge gained through research, science, technology and field experience to manage wildlife habitats and contribute to the conservation of biological diversity	<ul style="list-style-type: none"> - The land use plans referred to in the planning process, indicate the presence of endangered species. - A databank from the Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEP) on threatened and endangered species is available. - The Applicant participates in an observation program for special-status species, the committee on woodland caribou recovery and Québec's protected area strategy.

Fiber sourcing (chapitre 3) : Objective 1. Biodiversity in Fiber Sourcing

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Element s of conformity</i>
Address the practice of sustainable forestry by conserving biological diversity.	<ul style="list-style-type: none"> - A fiber sourcing policy exists and is included in the training package given to the wood producer before work begins. - The wood purchase contract is used and is identical for all the Applicant's sites. It includes a section on certification and implementation of best management practices. - A training package is sent to all land owners involved. A training register is signed by land owners along with a commitment to train operators who will perform the work, which is also included in the supplier's declaration. A best practices guide is available to all forest land owners and is used for training purposes. Training sessions are also given by the Applicant to forest land owners. - The "In-woods Verification Form – Best Practices (SFI)" exists to monitor the work of forest land owners from whom wood is purchased. Monitoring data is compiled in the IsoVision management software. - For most private forest supply sources, a management plan exists and a private forest development plan is in effect.

Forest management (chapter 2): Objective 5. Management of Visual Quality and Recreational Benefits

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Element s of conformity</i>
Manage the impact of harvesting on visual quality / Support and promote recreational opportunities for the public	<ul style="list-style-type: none"> - The Program Participant has implemented elements from the Integrated Forest Management Plans, both Tactical (PAFIT) and Operational (PAFIO), to achieve this objective by using specific means related to landscape protection and the use of field maps. Records of the average size of clearcut harvest areas were validated and conformance with the performance measure was confirmed. - The forest surveys and tracking were used to confirm conformance with the green-up requirement. In addition, participation in the joint consultation table TGIRT or other consultation process made it possible to confirm that recreational opportunities were considered during forest management planning. - Harmonization operational measures related to landscape conservation are applied on the ground by the applicant.

Topics with indicators in the standard	Evidence provided by the applicant / Elements of conformity
	<ul style="list-style-type: none"> - The short wood system for harvesting is a mean used to minimize the impact on visual quality from forestry operations. - The "VECTER" report produced by the MFFP on the FMUs includes on-site monitoring related to implementation of the harmonization measures (landscape and recreational). - The applicant participates in a process to gather the concerns of other users on the territory. - Forestry and environmental performance reports produced by the MFFP include confirmation that harmonization measures were implemented by the applicant.
Manage the size, shape and placement of clearcut harvests	<ul style="list-style-type: none"> - The "Regulation respecting standards of forest management for forests in the domain of the State" stipulates the size and locations of cutting blocks. In the spruce forest zone, the mosaic approach is applied and the size of the block area is stipulated in section 74 of the Regulation. - The control list is a tool used to validate whether the requirements associated with the operational planning have been met.
Adopt a green-up requirement or alternative methods that provide for visual quality	<ul style="list-style-type: none"> - Monitoring of whether the management strategy for silvicultural work has been applied is performed by the MFFP. The land management engineer assesses tree production and regeneration in harvested areas using various knowledge acquisition methods such as aerial photography, LIDAR imagery analysis, control points, ocular inventory, etc.

Forest management (chapter 2): Objective 6. Protection of Special Sites

Topics with indicators in the standard	Evidence provided by the applicant / Elements of conformity
Identify special sites and manage them in a manner appropriate to their unique features	<ul style="list-style-type: none"> - Relevant data on the natural heritage (special sites) are listed in digital data layers. Land use is governed by the "Regulation respecting standards of forest management for forests in the domain of the State" (section VII). The MFFP communicates land use decisions to various timber supply holders in its annual planning program. - In collaboration with the MFFP a "ZAMI" map was set up to integrate the criteria necessary to meet the objective.
Use information such as existing natural heritage data, expert advice or stakeholder consultation in identifying or selecting special sites for protection	<ul style="list-style-type: none"> - Each regional Table (TLGIRT) in which the applicant participates must cooperate with the MFFP's regional office to develop the Integrated Forest Management Plans, both Tactical (PAFIT) and Operational (PAFIO). This mandate includes identifying issues that are specific to the Forest Management Unit concerned and setting local protection and enhancement objectives, agreeing on harmonization measures that include identifying special sites.
Use appropriate mapping, cataloging and management of identified special sites	<ul style="list-style-type: none"> - The MFFP sends "shapefiles" regarding the different land uses to various timber supply holders, including the Bureau de mise en marché des bois (BMMB) and REXFORÉT, which are used for operational planning and non-commercial work in the forest.

Forest management (chapter 2): Objective 7. Efficient Use of Fibre Resources

Topics with indicators in the standard	Evidence provided by the applicant / Elements of conformity
Implement a program or monitoring system to ensure efficient utilization of forest resources	<ul style="list-style-type: none"> - The Program Participant has implemented monitoring systems to achieve this objective, including the application of appropriate silvicultural prescriptions, the monitoring of unused fiber, product and by-product segregation for transportation to different mills and training of workers. - Segregation by species and stem diameter is performed directly in the forest to maximize the quality of the products delivered to mills. Processing requirements are also provided to the harvesting operations in the contract.

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Elements of conformity</i>
	<ul style="list-style-type: none"> - Training is given to operators relating to this objective and is given in an ongoing manner by the onsite foreman. - The wood destination table provides for a split of the wood among the various processing mills in order to distribute products (pulp, sawn logs and veneer logs) to the proper destination, ensuring effective use of the resource. - There is a forest biomass allocation agreement. Allocations allow timber supply holders to annually harvest a volume of forest biomass in a Forest Management Unit with the aim of reducing the use of heavy fuel oil and facilitating the implementation of forest management strategies. - A consolidation agreement among supply guarantee beneficiaries was implemented to ensure the effective use of forest resources.

Forest management (chapter 2): Objective 8. Recognition and Respect of Indigenous Peoples' Rights

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Elements of conformity</i>
<p>Recognize and respect Indigenous Peoples' rights</p> <p>/Confer with affected Indigenous Peoples with respect to sustainable forest management practices /Communicate with and respond to local Indigenous Peoples with respect to sustainable forest management practices on their private lands</p>	<p>This objective is achieved with the collaboration of the MFFP. The indigenous consultations manual is under the responsibility of MFFP to:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ensure that relations are maintained with the communities present on the territory; - Discuss difficulties anticipated with regard to the territory's natural resources; - Ensure follow-up of common files; - Become familiar with the agreements and harmonization and integration procedures and, if need be, any mutual accommodations; - Make reports; - Manage differences, if need be. <p>Evidence of consultations and follow-up with the communities on the territory was verified with the MFFP. The Program Participant presents the annual harvesting plan to Indigenous communities. Minutes of these meetings were verified.</p> <ul style="list-style-type: none"> - The Applicant confers with Indigenous communities to ensure operational harmonisation. Meetings with Indigenous communities are held in the presence of an MFFP representative and the Applicant's representative. - A map of known sensitive areas is available and updated on regional allocation maps. - Harmonization was undertaken for each Operational Integrated Forest Management Plan (PAFIO) and the sites to be protected are specified during meetings (e.g.: berry patches and sites of other non-timber forest products). The sites are shown on the allocation maps. <p>A policy on Indigenous Peoples was signed by senior management on May 1, 2015.</p>

Forest management (chapter 2): Objective 9. Legal and Regulatory Compliance / Fiber sourcing (chapter 3) : Objective 4. Legal and Regulatory Compliance

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Elements of conformity</i>
<p>Provide access to relevant laws and regulations in appropriate locations / Maintain a system to achieve compliance with applicable federal, provincial, state, or local laws and regulations / Demonstrate commitment to legal compliance through available regulatory action information / Have a written policy</p>	<ul style="list-style-type: none"> - The Program Participant has the necessary tools to achieve this objective. Legal and regulatory compliance is included in internal policies as well as in the territory's stakeholder policies. Field instructions provided to in-woods personnel also include the regulation in effect. In addition, regular compliance checks were made for in-woods activities. - The company's ISO 14001 certification also made it possible to confirm compliance with this requirement through a Register of applicable laws and regulations and other requirements related to the company's operations and certain procedures demonstrating the applicant's commitment to comply with applicable laws. - Information is regularly shared among each division's coordinator concerning any changes in legal requirements (operational team). - Commitments were signed by regional beneficiaries to comply with social laws, such as those covering civil rights, equal employment opportunities, anti-discrimination and anti-harassment measures, workers' compensation, Indigenous Peoples' rights, workers' and communities' right to know, prevailing wages, workers' right to organize, and occupational health and safety. - Corporate policies are also in effect for the indicators specified in this objective.

Forest management (chapter 2): Objective 10. Forestry Research, Science and Technology / Fiber sourcing (chapter 3) : Objective 5. Forestry Research, Science and Technology

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Elements of conformity</i>
<p>Invest in forestry research, science and technology, upon which sustainable forest management decisions are based and broaden the awareness of climate change impacts on forests, wildlife and biological diversity/ The Program Participant shall — individually and/or through cooperative efforts involving SFI Implementation Committees, associations or other partners — improve forest health, productivity, sustainable management of forest resources and the environmental benefits and performance of forest products.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Financing of the National Council for Air and Stream Improvement (NCASI) Caribou Project from. - The Applicant is a partner of the Research Chair in Silviculture and Wildlife of Université Laval and a member of the Research Chair in Sustainable Forest Management and contributes to financing the research program. The Applicant is also a member and partner of FP Innovations, a member of the Consortium de recherche sur la forêt Boréal of the Université du Québec à Chicoutimi, a member of the Forest Research Institute of Canada (FERIC), a member of the COOP de solidarité en recherche et développement forestier de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec, a member of the National Council for Air and Stream Improvement (NCASI), a partner and contributor to the Carbone Boréal program and participates in the Cri Economic Alliance Forum. - The Applicant participates in various training activities and seminars provided by registered professional foresters (e.g.: Seminar on Migratory Birds at Résolu's request and offered by NCASI in August 2015 in the Lac-Saint-Jean region). - The Applicant works in cooperation with its contractors and the Agence d'efficacité énergétique du Québec, on tests to reduce fuel consumption. - The Applicant participates in research on Indigenous land using mosaic cuts to assess wildlife maintenance. - The Applicant participates in a Master's degree project at Université Laval on carbon management for in-woods operations and wood processing. - Participation in and support for the SFI Québec Committee.

Forest management (chapter 2): Objective 11. Training and Education / Fiber sourcing (chapter 3) : Objective 6. Training and Education

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Elements of conformity</i>
Provide appropriate training of personnel and contractors working in the Program so they can individually and/or with SFI Implementation Committees foster improvement in the professionalism of wood producers	<ul style="list-style-type: none"> - The Program Participant has written commitments, including the commitment to comply with the SFI 2015-2019 Standard, which is communicated to all the organization's personnel. Each stakeholder's roles and responsibilities are clear and training and presentations supporting the communication of information relating to the SFI 2015-2019 Forest Management Standard are given to the personnel concerned. The Program Participant is a member of the SFI Québec committee and contributes to the development of training modules relating to the topics required by the standard.

Fiber sourcing (chapitre 3) : Objective 3. Use of Qualified Management Resources and Qualified Logging Professionals.

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Elements of conformity</i>
Encourage the use of the services of qualified logging professionals or certified logging professionals (where available) and qualified management resources/Keep a list of qualified logging professionals or certified logging professionals.	<ul style="list-style-type: none"> - The Program Participant has written commitments, including the commitment to comply with the SFI 2015-2019 Standard, which is communicated to all the organization's personnel. Each stakeholder's roles and responsibilities are clear and training and presentations supporting the communication of information relating to the SFI 2015-2019 Forest Management Standard are given to the personnel concerned. The Program Participant is a member of the SFI Québec committee and contributes to the development of training modules relating to the topics required by the standard.

Forest management (chapter 2): Objective 12. Community Involvement and Landowner Outreach / Fiber sourcing (chapter 3) Objective 7. Community Involvement and Landowner Outreach

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Elements of conformity</i>
Participate in land use planning and management activities for public land with the proper government entities and the public Maintain appropriate relations with stakeholders on matters relating to forest management	<ul style="list-style-type: none"> - The Program Participant implemented the necessary elements to achieve this objective, including participation in the SFI Québec committee, participation in consultation procedures with the MFFP, cooperation with associations in the sector and in projects with training agencies and implementation of a process to receive outside comments. - There is an agreement between the Québec Forest Industry Council (QFIC) and the MFFP. Documentation from the operational planning Table and at the regional certification committee in which the applicant participates also confirmed that this objective was met. The agreement specifies the role of the Tables in the forest planning process. - In addition to the MFFP-Timber Supply Holders operational planning Table, the applicant participates in a joint operational planning subcommittee, one of whose mandates is to promote the maintenance of forest certification on the territory and ongoing monitoring of operations (BGAD, BBMB, MFFP, REXFORÉT). - The applicant also participates in the TLGIRT public consultation process to know the interests and issues of the various parties concerned by forest management on public land.

Forest management (chapter 2): Objective 13. Public Land Management Responsibilities / Fiber sourcing (chapter 3) : Objective 8. Public Land Management Responsibilities

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Elements of conformity</i>
Program Participants with forest management responsibilities on public lands shall participate in the development of public land planning and management processes	– See Objective 12 for evidence of conformity.

Forest management (chapter 2): Objective 14. Communications and Public Reporting / Fiber sourcing (chapter 3) : Objective 9. Communications and Public Reporting

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Elements of conformity</i>
Annually report progress to SFI Inc. on conformance with the SFI 2015-2019 Forest Management Standard	– The 2015 public summary audit report in compliance with the SFI 2015-2019 standard is available on the SFI inc. website.

Forest management (chapter 2): Objective 15. Management Review and Continual Improvement / Fiber sourcing (chapter 3) : Objective 10. Management Review and Continual Improvement

<i>Topics with indicators in the standard</i>	<i>Evidence provided by the applicant / Elements of conformity</i>
Have a system to review commitments/ Perform an annual management review	– An SFI Program management review was undertaken on January 7, 2016, and covered the entire regional SFI program.
Have a system for collecting, reviewing and reporting information to management regarding progress achieved	– An Excel Table of Performance Measure Results Evaluation for SFI Certification is available to monitor indicators.

BEST PRACTICES OBSERVED (FOREST MANAGEMENT (SECTION 2) AND FIBER SOURCING (SECTION 3))

- Introduction of tables using common monitoring indicators.
- Meetings with the Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs in each region to agree on data transfer methods for the indicators monitored involving that department (Table of SFI Performance Measure Results Evaluation).
- Very detailed internal audit schedule covering all sites annually for Sections 2 and 3.
- Excellent knowledge by all workers of aspects regarding the “Regulation respecting standards of forest management for forests in the domain of the State” and the principles of sustainable forestry management (practices, threatened and endangered species, forest-related regulations...).
- Mechanisms in place and participation in several joint Tables for planning and representation purposes.
- Introduction of continual improvement activities for in-woods operations called “Blitz”.
- Involvement in research and educational activities.
- Optimized frequency for management reviews in certain regions.
- Integration of a general contractor in the planning and performing SFI awareness and training.

OBSERVATIONS NOTED (FOREST MANAGEMENT (SECTION 2) AND FIBER SOURCING (SECTION 3))

- The scope of certification did not correspond to the scope written in the procedure “PS-10002-01_General Requirements FC_Version 2.2.0 Central Function Requirements”
- Although certain procedures for investigating complaints have been implemented, the organization could not confirm its capacity (process) for gathering and analysing complaints from all the sites and its authority for initiating organizational change (if need be).
- There are no clear procedures for sending information to the Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs when new sites of interest are identified by the organization during their forest operations (ex. identification of waterways). As a result, additions to maps are not systematically transferred to proper department.
- Although the organization has a system to document roles and responsibilities in the IsoVision management software, the training requirements and competencies by position are not always up-to-date. Certain competences that were identified, for instance those for the certification coordinator, are not actually required for the role and responsibilities actually involved (i.e., fuel delivery, closing the camp, etc.).
- Although the organization fulfils the requirements of Section 3 of the standard through certain monitoring forms, there is no evidence of a system for gathering, examining and communicating information to management on the progress made in achieving the objectives and performance measures of the fiber sourcing standard (sawmills and paper mills).
- For one site, no formal management review was undertaken in 2015.
- Although there is a process for receiving requests for information from the public and enabling the Applicant to respond, there was no evidence, at the time of the audit that the SFI Québec Committee sends an annual report to the SFI (SFI inc.) on any concerns expressed to them and the responses given.
- Certain social policies are found in two documents but do not specifically mention all the items required by the standard.

MINOR OR MAJOR CORRECTIVE ACTION REQUESTS (CARs)

Seven (7) minor corrective action requests (CARs) were raised during the audit

CAR-MIN-01: Forest Management (Section 2) - Objective 9. Legal and Regulatory Compliance (Performance Measure 9, Indicator 2)

At least two contractors who were met on-site mentioned that they disposed of their residual materials freely and at no cost, including used oils, hoses, boilers and filters, at an enterprise (forest machinery, parts and service) in the Amos area, and not exclusively at the sites designated by the Applicant at Senneterre/Comtois plants. In addition, a conversation with the manager of that enterprise confirmed that the enterprise is not a member of the Société de gestion des huiles usages (SOGHU) and does not have any environmental certification.

There was no evidence that the enterprise had implemented a Recovery and Reclamation Program as required by the Regulation respecting the recovery and reclamation of products by enterprises.

CAR-MIN-02: Forest Management (Section 2) - Objective 11. Training and Education (Performance Measure 11, Indicator 5)

At least two contractors who were met on-site mentioned that they disposed of their residual materials freely and at no cost, including used oils, hoses, boilers and filters, at an enterprise (forest machinery, parts and service) in the Amos area, and not exclusively at the sites designated by the Applicant at Senneterre/Comtois plants. In addition, a conversation with the manager of that enterprise confirmed that the enterprise is not a member of the Société de gestion des huiles usages (SOGHU) and does not have any environmental certification.

There was no evidence that the enterprise had implemented a Recovery and Reclamation Program as required by the Regulation respecting the recovery and reclamation of products by enterprises.

CAR-MIN-03: Fiber Sourcing (Section 3) - Objective 3. Use of Qualified Management Resource and Qualified Logging Professionals (Performance Measure 3.1, Indicators 1 and 2)

The Program Participant shall encourage land owners to use the services of qualified logging professionals, certified logging professionals (where available), and qualified management resource professionals and to apply principles of sustainable forest management on their lands. The Participant shall keep a list of qualified logging professionals or certified logging professionals.

Although the request was made by the Program Participant to the SFI Québec Committee to have its training program recognized and approved after implementing it in its operations and with its suppliers, there was no evidence, at the time of the audit, that the training program had been approved and recognized by the SFI Committee.

CAR-MIN-04: Fiber Sourcing (Section 3) - Objective 4. Legal and Regulatory Compliance (Performance Measure 4.1)

Although logging on private woodlands, intra-municipal lots, etc. does not come under the Program Participant's responsibility, the Participant is supplied from these lands and must have a system (process) in place to ensure compliance with local by-laws in effect.

Although the declaration by suppliers contains a commitment to this effect, no system (process) is in place to confirm compliance.

CAR-MIN-05: Fiber Sourcing (Section 3) - Objectives 1, 2, 3, 4 and 6

Although a new supplier declaration form was implemented, in certain regions the updated declarations had not been signed.

As a result, the sources of the chips coming from saw mills (other than PF Résolu) that had been supplied from private woodlands, intra-municipal lots, etc., were not all known.

It could not therefore be confirmed whether certain performance measures/indicators of Section 3 were fulfilled for some portions of these sources, such as:

- 1.1 and 1.2) Biodiversity in Fiber Sourcing
- 2.1 and 2.2) Adhesion to Best Management Practices
- 3.1 and 3.2) Use of Qualified Resource and Qualified Logging Professionals
- 4.1 and 4.2) Legal and Regulatory Requirements
- 6.1 and 6.2) Training and Education

CAR-MIN-06: Section 9, Appendix 1 “Audits of Multi-Site Organizations” (Central Function Requirement: 4.1.2 e) iv.)

There was no evidence, at the time of the audit, that nonconformities arising from internal audits on paper mill sourcing were followed up for all regions.

CAR-MIN-07: Section 9, Appendix 1 “Audits of Multi-Site Organizations” (Central Function Requirement: 4.1.2 e) vii.)

There was no evidence, at the time of the audit, that nonconformities arising from internal audits on paper mill sourcing were followed up for all regions.

CERTIFICATION DECISION (47488-1-12 AND 47488-1-02)

The BNQ's SFI Lead Auditor report was produced and submitted to the client on February 16, 2016. Following the conclusions formulated and on the basis of conclusive results following the BNQ's internal assessment of the case file, the decision to maintain certification under the SFI program was confirmed on March 24, 2016.